

RÉDACTION

L'usage de tout système électronique ou informatique est interdit dans cette épreuve.

Remarques importantes

- Présenter sur la copie, en premier lieu, le résumé de texte, et en second lieu, la dissertation.
- Il est tenu compte, dans la notation, de la présentation, de la correction de la forme (syntaxe, orthographe), de la netteté de l'expression et de la clarté de la composition.
- L'épreuve de Rédaction comporte obligatoirement deux parties : un résumé et une dissertation. Résumé et dissertation ont la même notation et forment un ensemble indissociable.

Partie I - Résumé de texte

Résumez en 200 mots le texte suivant. Un écart de 10% en plus ou en moins sera toléré. Vous indiquerez avec précision, en marge de chaque ligne, le nombre de mots qu'elle comporte et, à la fin du résumé, le total.

Une première question se pose : y a-t-il primauté de l'aspect interne de ce bien¹ sur l'aspect externe ou inversement ? Suivant les idéologies, les époques et aussi les circonstances, les opinions varient. De nos jours, on a tendance à donner la priorité à la réalisation du bien intérieur parce que l'opinion publique est dominée par un courant idéaliste, volontiers utopique. En effet, le socialisme, aussi bien celui de la première moitié du XIX^e siècle qu'on appelle utopique que le marxisme (dans la mesure où il croit à la possibilité d'une réconciliation définitive de l'homme, de la société et de la nature), est la doctrine qui reprend dans les conditions modernes le rêve de l'État parfait. La primauté qu'il donne au social et à l'organisation la meilleure de la société lui fait perdre de vue le problème de la sécurité et de la protection. D'autres auteurs et en général tous ceux qui se réclament de l'école réaliste, en particulier Machiavel, attribuent la primauté à la politique étrangère, donc aux questions de sécurité et de défense, parce qu'elles seraient la condition primordiale de la paix intérieure et de la concorde. C'est peut-être chez Leibniz que l'on trouve exposée cette idée avec le plus

1. Il s'agit de ce que l'écrivain appelle plus loin «le bien commun».

Filière TSI

de netteté : « Ma définition de l'État ou de ce que chez les Latins on appelle *Res-publica* est : que c'est une grande société dont le but est la sûreté commune. Il serait à souhaiter qu'on pût procurer aux hommes quelque chose de plus que la sûreté, à savoir le bonheur, et l'on doit s'y appliquer, mais du moins la sûreté est essentielle, et sans cela le bien cesse.»¹

C'est à la fois pour les commodités de l'exposé et pour suivre la tradition qui sépare politique intérieure et politique extérieure que nous avons fait cette distinction, mais en réalité il s'agit de deux aspects d'un même bien. Le but d'une collectivité politique ne se laisse pas plus diviser que son unité : elle se veut toujours totalement elle-même dans la durée. Suivant les circonstances elle accentue tantôt l'un tantôt l'autre de ces deux aspects. Ainsi en période de guerre ou de crise internationale elle donne la priorité à la défense et aux impératifs de la sécurité, mais, même dans ces cas-là, si ne règnent pas la paix et la concorde intérieures, la sécurité se trouve dangereusement menacée. Pour resserrer l'unité nationale et apaiser les esprits durant la guerre contre Hitler, Staline a, comme les autres chefs de guerre, mis en sourdine la propagande antireligieuse et exalté les traditions du peuple russe plutôt que les fins partisans du communisme. Le bien commun est unique et ces deux aspects ne sont pas seulement complémentaires, mais inséparables. Donner définitivement la préférence à l'un ou à l'autre, c'est s'exposer à des déconvenues. Toute activité et toute décision politiques sont à la fois de portée intérieure et extérieure et ce n'est que par opportunité dictée par les circonstances et les urgences que l'on peut donner provisoirement la priorité à l'un ou à l'autre. Il est quasiment impossible de défendre une nation contre elle-même quand ses membres sont prêts à sacrifier l'indépendance, s'ils espèrent par là obtenir des avantages matériels. De même un gouvernement qui ne s'impose que par la contrainte et la terreur et auquel les citoyens refusent la capacité de promouvoir le bien commun, n'est pas en mesure de résister à une attaque venant de l'extérieur ni à une révolte intérieure. Les questions politiques ne sont pas indépendantes les unes des autres.

À la suite de ces éclaircissements il est plus aisé de comprendre la notion. Quand nous disons le bien commun ou le bien public, nous ne nions pas que les autres groupements comme la famille, l'armée, l'université ou toute association d'ordre philanthropique, sportif, etc., visent également un bien commun qui leur

1. La graphie de cette citation a été modernisée.

est propre. Cependant, de même que la société politique est inassimilable aux autres sociétés inférieures, son bien spécifique l'est aussi et, du point de vue politique, il ne saurait être mis au même niveau : il est hiérarchiquement supérieur à ces autres biens, il les transcende. Bref, il n'est pas la somme des biens particuliers, mais celui de la collectivité comme telle, en tant que le public, comme nous l'avons vu précédemment, malgré son autonomie, règle aussi par des coutumes ou des lois la sphère du privé et les biens particuliers qui la composent. Le bien public n'est donc pas le bien de la seule sphère dirigeante, mais de la collectivité dans son intégralité, y compris la sphère privée ; il n'est donc pas exclusif des autres biens. Cela ne fait aucun doute à une époque où tant d'associations privées réclament le statut dit d'« utilité publique », encore que l'extension du domaine public et l'augmentation croissante des services et des activités de l'État rendent celui-ci plus vulnérable. En effet, il heurte toujours plus d'intérêts et s'expose à des revendications sans fin, qu'il ne peut satisfaire toutes en même temps. A la vérité, il s'agit là d'un trait particulier à l'État moderne qui, comme G. Ferrero et B. de Jouvenel l'ont souligné et expliqué, perd de son autorité d'autrefois tout en devenant toujours plus puissant. Sans nous arrêter plus longuement à cette question de la croissance du pouvoir, on peut néanmoins se demander si ce développement n'est pas une conséquence du rêve d'un ordre toujours plus rationalisé, au détriment de la vie raisonnable, fondement du bien commun. D'ailleurs cette rationalisation pourrait à son tour faire l'objet d'une analyse à la fois sociologique et philosophique pour constater que son développement dans la civilisation libère et renforce par contrecoup les forces irrationnelles. Une dialectique conséquente ne devrait avoir aucune peine à comprendre cette évolution réciproque, si précisément la plupart des philosophies dialectiques n'excluaient pas l'irrationnel de leur démarche théorique comme si l'on pouvait hâter par cette omission le triomphe définitif de la raison.

L'unité du bien commun n'est cependant pas celle d'une uniformité ou d'une harmonie totale, mais plutôt celle d'une cohésion. Pas plus que l'unité politique de la collectivité, le bien public n'est exempt de tensions, de conflits d'intérêts et d'idées, voire de contradictions. En réalité, il n'est jamais et il ne saurait être atteint effectivement dans sa plénitude conceptuelle, car il fait sans cesse l'objet de contestations, d'approximations et d'ajustements au cours de l'activité politique quotidienne qui, elle aussi, n'a point de terme. À dire vrai, il demeure toujours une visée, non point au sens d'un idéal, mais de la tâche indéfinie des objectifs politiques, d'ordre militaire, économique, culturel, social, administratif et autres. Il est même impossible de le mesurer matériellement, de déterminer l'optimum de sécurité et de prospérité, ces questions donnant lieu à des discussions sans fin entre les partis politiques et aussi entre ceux qui ont la responsabilité directe du bien public, comme les députés et les ministres. Il y a toutes les chances qu'il en sera toujours ainsi et qu'aucune collectivité politique

ne réalisera jamais complètement le bien commun, non seulement parce qu'alors elle se figerait dans l'immuable et cesserait de vivre politiquement, mais aussi parce que les désirs, les besoins, les ambitions et les passions humaines remettent sans cesse en cause l'acquis et cherchent sans repos à le dépasser.

Julien FREUND, *Qu'est-ce que la politique ?*, Éditions du Seuil, coll. « Points », 1990, pp. 53-57 [1ère éd. : Sirey, 1965]

Partie II - Dissertation

Votre devoir devra obligatoirement confronter les trois œuvres et y renvoyer avec précision. Il ne faudra, en aucun cas, juxtaposer trois monographies, chacune consacrée à un auteur. Votre copie ne pourra pas excéder 1200 mots, mais un décompte exact ne sera pas exigé.

« L'unité du bien commun n'est cependant pas celle d'une uniformité ou d'une harmonie totale, mais plutôt celle d'une cohésion. Pas plus que l'unité politique de la collectivité, le bien public n'est exempt de tensions, de conflits d'intérêts et d'idées, voire de contradictions.»

Votre lecture des trois œuvres au programme confirme-t-elle la pertinence de cette réflexion quant à la recherche de la paix ?

••• FIN •••
